

#x

**COMMISSION PARITAIRE POUR LE COMMERCE DE DETAIL
INDEPENDANT (PC201)**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 6 JUILLET 1999
FIXANT LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DE REMUNERATION**

CHAPITRE IER - CHAMP D'APPLICATION

Article 1 - La presente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employes des entreprises ressortissant a la Commission paritaire du commerce de detail independant.

Pour l'application de la presente convention collective de travail, on entend par "employes" : les employes masculins et feminins.

CHAPITRE II - CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE

A. Dispositions générales

Article 2 - Les fonctions reprises dans les differentes categories de la classification professionnelle donnent droit a la remuneration correspondante pour autant qu'elles soient exercees a titre principal, aussi bien a temps plein qu'a temps partiel.

A l'embauche, un stage peut etre exigé pendant la periode d'essai dans la catégorie immediatement inférieure pour les employes qui ne possèdent pas un an d'experience dans la fonction; cette disposition ne s'applique pas aux employes lies par un contrat de travail d'employé conclu pour une durée determinee ou pour une entreprise determinee.

D'autre part, il est souhaitable qu'une definition precise du travail a effectuer soit incluse dans un contrat de travail ecrit, signé par les deux parties lors de l'engagement. Toute modification de fonction doit y etre consignée également.

Article 3 - Les fonctions ou activites citees dans le present chapitre le sont a titre d'exemple.

Les fonctions ou activites non enumerees sont classées par analogie aux exemples cites.

Article 4 - L'employeur doit informer l'employé par ecrit de la catégorie a laquelle il appartient et lui communiquer chaque changement de catégorie.

Article 4bis - Pour calculer l'ancienneté barémique dans l'entreprise, on tient compte de l'année terminee de l'apprentissage dans le cadre de la formation permanente des classes moyennes et cela dans la meme entreprise.

B. Personnel administratif

Article 5 - Le personnel administratif est classé comme suit :

NEERLICQING-DEPOT | REGISTR-ENREGISTR
12-07-1999 | 28.10.99
CP 201

52844 | 16/201 *
EDITION 1998

#

§ I - Première catégorie :

- employé chargé du classement et d'autres travaux de petite main;
- facturier (simple copie);
- téléphoniste (à poste simple);
- etc. ...

pour autant que l'employé n'ait pas douze mois d'ancienneté dans l'entreprise.

§ 2 - Deuxième catégorie :

- employé de la première catégorie ayant au moins douze mois d'ancienneté dans l'entreprise;
- employé magasinier;
- employé au "comptometer";
- employé à l'inventaire;
- facturier et vérificateur;
- dactylographe;
- caissier de magasin;
- téléphoniste-standardiste ou téléphoniste chargé de fournir des renseignements techniques;
- etc. ...

§ 3 - Deuxième catégorie bis :

Le caissier de magasin de vingt-cinq ans et plus dans les entreprises du deuxième groupe ayant cinq ans d'ancienneté dans les fonctions de vendeur ou de caissier et dans l'entreprise.

§ 4 - Troisième catégorie :

- employé aux salaires;
- aide-comptable;
- employé à la machine comptable;
- sténodactylographe;
- etc.

§ 5 - Quatrième catégorie :

- comptable;
- secrétaire de direction;
- étalagiste-décorateur;
- etc.

§ 6 - Cinquième catégorie (dans les entreprises du deuxième groupe seulement) :

- acheteur responsable de l'assortiment d'un rayon;
- comptable-caissier;
- chef étalagiste-décorateur;
- etc.

C. Personnel de vente

Article 6 - Le personnel de vente est classé comme suit :

1 § - Première catégorie :

- aide-vendeur de moins de dix-huit ans;
- vendeur de dix-huit ans et plus;
- employé chargé d'apporter aux rayons en libre-service la marchandise suivant les instructions données par l'employeur, le gérant ou le vendeur et qui assume occasionnellement la fonction de vendeur ou de caissier;
- etc.

pour autant que l'employé n'ait pas douze mois d'ancienneté dans l'entreprise.

2 § - Deuxième catégorie :

- employé de la première catégorie ayant au moins douze mois d'ancienneté dans l'entreprise;
- conseiller de vente de dix-huit ans et plus des rayons de libre service pour autant qu'il ait douze mois d'ancienneté dans l'entreprise;
- aide-étalagiste;
- représentant de commerce pendant sa période d'essai;
- etc.

3 § - Deuxième catégorie bis :

Le vendeur de vingt-cinq ans et plus dans les entreprises du deuxième groupe ayant cinq ans d'ancienneté dans les fonctions de vendeur ou de caissier et dans l'entreprise.

4 § - Troisième catégorie :

- premier vendeur : (autre que celui repris en quatrième catégorie) par premier vendeur, il faut entendre le vendeur qui assiste régulièrement l'employeur, le gérant ou le chef de rayon dans l'organisation de la vente en coordonnant notamment le travail du personnel de vente;
- aide-étalagiste décorateur;
- vendeur surqualifié : par vendeur surqualifié, il faut entendre, le vendeur ayant trois ans d'expérience à la vente dans la branche et dans la même entreprise et répondant aux exigences suivantes : le vendeur ayant une connaissance approfondie des techniques de vente et qui vend des articles demandant une argumentation de vente étendue dans un magasin spécialisé ou rayon à services ayant notamment pour activité commerciale la vente d'articles non-banalés en matière :
 - d'équipement de logement et de bureau;
 - de loisirs;
 - de photographie et d'optique;
 - de joaillerie, d'orfèvrerie et bijouterie;
 - d'équipement ménager;
 - d'objet d'art;
 - de délicatesses;

- d'instruments de musique;
 - d'horlogerie;
 - de jouets;
 - d'habillement;
 - de chaussures;
 - de radios, de téléviseurs et d'hi-fi;
 - de produits de beauté;
 - etc.
- le représentant de commerce ayant moins de trois ans d'expérience;
 - etc.

5 § - Quatrième catégorie :

- premier vendeur qualifié : le premier vendeur qualifié est le vendeur qui répond en même temps aux requisitions du premier vendeur et du vendeur surqualifié;
- le représentant de commerce ayant plus de trois ans d'expérience;
- etc.

6 § - Cinquième catégorie :

- chef de vente, dans les entreprises du deuxième groupe seulement.

D. Gérants

Article 7 - Le gérant est l'employé qui, sans contrôle permanent et quotidien de l'employeur, assume la responsabilité de la gestion journalière d'un magasin qui comprend à la fois des tâches administratives, l'organisation du travail, la responsabilité des manquants de stock et de caisse et l'organisation générale de la vente (stock, assortiment, clientèle).

Par "contrôle permanent", il faut entendre la présence régulière, au point de vente, de l'employeur ou d'un membre du personnel de cadre exerçant ce contrôle.

Article 8 - Dans un magasin où le personnel de vente travaille sans le contrôle permanent de l'employeur, d'un membre du personnel de cadre ou d'un gérant, un des vendeurs doit être classé au moins en troisième catégorie.

CHAPITRE III - REMUNERATIONS

A. Application des barèmes de rémunérations

Article 9 - Les barèmes de rémunérations du personnel de vente et du personnel administratif sont déterminés par le total du personnel de vente et des caissiers de magasins, de la manière suivante :

- appartiennent au premier groupe, les entreprises qui occupent pendant les douze derniers mois un à dix membres du personnel de vente et caissiers par point de vente ainsi que les entreprises à succursales et les entreprises du commerce ambulant dont l'effectif total du personnel de vente et caissiers ne dépasse pas quinze unités;
- appartiennent au deuxième groupe, les entreprises qui occupent pendant les douze derniers mois plus de dix membres du

personnel de vente et caissiers par point de vente ainsi que les entreprises a succursales et les entreprises du commerce ambulant dont l'effectif total du personnel de vente et caissiers dépasse quinze unités;

- ne sont pas considérés comme personnel de vente et/ou caissiers, les apprentis étant embauchés sous un contrat d'apprentissage dans le cadre de la formation des classes moyennes ainsi que le personnel mis au travail dans le cadre de la formation en alternance.

Pour le calcul de l'effectif, le personnel de vente et/ou les caissiers a temps partiel sont considérés respectivement comme demi-unité ou comme unité entière, dans la mesure où le contrat de travail prévoit respectivement moins ou plus que la moitié de la durée du travail hebdomadaire.

Article 10- Les rémunérations mensuelles minimums des employés de 16 à 20 ans seront fixées sur base de l'échelle dégressive suivante :

| | |
|--------|-------|
| 21 ans | 100 % |
| 20 ans | 96 % |
| 19 ans | 92 % |
| 18 ans | 88 % |
| 17 ans | 84 % |
| 16 ans | 80 % |

B. Personnel administratif

Article 11 - La rémunération mensuelle minimum du personnel administratif des entreprises appartenant au premier groupe est fixée comme suit, au 1^{er} juin 1998 :

| Ages | 1ère catégorie F | 2ème catégorie F | 3ème catégorie F | 4ème catégorie F |
|------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 16 | 32.884 | 32.884 | | |
| 17 | 34.528 | 34.528 | | |
| 18 | 36.172 | 36.172 | 39.038 | |
| 19 | 37.817 | 37.817 | 40.812 | 43.527 |
| 20 | 39.461 | 39.461 | 42.587 | 45.420 |
| 21 | 41.105 | 41.105 | 44.361 | 47.312 |
| 22 | 41.105 | 41.960 | 45.064 | 47.987 |
| 23 | 41.105 | 42.849 | 45.744 | 48.668 |
| 24 | 41.105 | 43.657 | 46.760 | 49.351 |
| 25 | 41.105 | 44.480 | 47.778 | 50.025 |
| 26 | 41.105 | 45.273 | 48.802 | 51.378 |
| 27 | 41.105 | 46.024 | 49.817 | 52.738 |
| 28 | 41.356 | 46.805 | 50.836 | 54.098 |
| 29 | 41.736 | 47.554 | 51.854 | 55.454 |
| 30 | 42.104 | 48.334 | 52.885 | 56.812 |
| 31 | 42.489 | 49.082 | 53.902 | 58.172 |
| 32 | 42.489 | 49.082 | * 54.913 | 59.528 |
| 33 | 42.489 | 49.082 | 55.931 | 60.888 |
| 34 | 42.489 | 49.082 | 55.931 | 62.247 |
| 35 | 42.489 | 49.082 | 55.931 | 63.607 |

Au 1^{er} octobre 1999 les barèmes et les salaires réels pour les temps pleins de 21 ans ou plus sont augmentés de 500FB par mois. Les employés a temps partiel ont droit à une augmentation au pro rata de ce montant.

Il est souhaitable que ces modalités soient définies de manière précise dans un contrat écrit.

5. *Sursalaire pour les prestations de travail après dix-neuf heures*

Article 23 - Dans les firmes occupant plus de trente personnes au travail, il est accordé aux employés, pour la durée du travail exécuté après dix-neuf heures, une indemnité qui dépasse de 25 % la rémunération ordinaire.

Pour le calcul de l'effectif, le personnel employé à temps partiel est considéré respectivement comme demi-unité ou comme unité entière, dans la mesure où le contrat de travail prévoit respectivement moins ou plus que la moitié de la durée du travail hebdomadaire.

CHAPITRE III BIS - PRIME UNIQUE

Article 24 - Au 1^{er} juillet 1999, les employeurs paient une prime unique et non-récurrente de 6000 F aux travailleurs occupés à temps plein qui sont employés dans les entreprises appartenant au groupe 2.

Cette prime est octroyée aux travailleurs qui pendant le mois de paiement de la prime sont liés par un contrat de travail avec leur employeur et elle est calculée au prorata des prestations effectives et assimilées. La période de référence pour ce calcul est la période de 12 mois qui précède le paiement.

CHAPITRE IV - LIAISON DES REMUNERATIONS A L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Article 25 - Les rémunérations mensuelles minimums fixées au chapitre III de la présente convention collective de travail sont rattachées à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le ministère des Affaires économiques et publié au Moniteur beige.

Article 26 - Chaque mois, lors de la publication de l'indice des prix à la consommation, il est établi un indice de référence égal à la moyenne arithmétique des indices des deux derniers mois.

| | | | | |
|----|--------|--------|--------|--------|
| 23 | 39.855 | 41.544 | 44.430 | 47.244 |
| 24 | 39.855 | 42.416 | 45.470 | 47.918 |
| 25 | 39.855 | 43.236 | 46.490 | 48.598 |
| 26 | 39.855 | 44.099 | 47.510 | 49.961 |
| 27 | 39.855 | 44.895 | 48.544 | 51.315 |
| 28 | 40.161 | 45.679 | 49.547 | 52.676 |
| 29 | 40.532 | 46.429 | 50.563 | 54.035 |
| 30 | 40.912 | 47.196 | 51.596 | 55.394 |
| 31 | 41.283 | 47.959 | 52.606 | 56.759 |
| 32 | 41.283 | 47.959 | 53.633 | 58.110 |
| 33 | 41.283 | 47.959 | 54.645 | 59.478 |
| 34 | 41.283 | 47.959 | 54.645 | 60.824 |
| 35 | 41.283 | 47.959 | 54.645 | 62.189 |

I

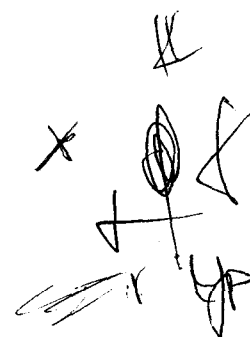
Au 1er octobre 1999 les baremes et les salaires reels pour les temps pleins de 21 ans ou plus sont augmentes de 500FB par mois. Les employes a temps partiel ont droit a une augmentation au pro rata de ce montant.

Article 14 - La remuneration mensuelle minimum du personnel de vente des entreprises appartenant au deuxieme groupe est fixee comme suit, au 1er juin 1998 :

| Ages | 1ere categorie F | 2ème categorie F | Categorie 2bis F | 3ème categoric F | 4ème categoric F | 5ème categorie F |
|------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 16 | 31.884 | 33.089 | | | | |
| 17 | 33.478 | 34.743 | | | | |
| 18 | 35.072 | 36.398 | | 39.038 | | |
| 19 | 36.667 | 38.052 | | 40.812 | 43.956 | |
| 20 | 38.261 | 39.707 | | 42.587 | 45.867 | |
| 21 | 39.855 | 41.361 | | 44.361 | 47.778 | |
| 22 | 40.420 | 42.252 | | 45.064 | 48.457 | |
| 23 | 40.982 | 43.160 | | 45.744 | 49.131 | 53.213 |
| 24 | 41.544 | 44.060 | | 46.826 | 49.811 | 53.902 |
| 25 | 42.107 | 44.925 | 46.074 | 47.918 | 50.490 | 54.573 |
| 26 | 42.665 | 45.744 | 46.893 | 49.005 | 51.850 | 56.072 |
| 27 | 43.236 | 46.565 | 47.714 | 50.098 | 53.213 | 57.566 |
| 28 | 43.798 | 47.377 | 48.526 | 51.186 | 54.573 | 59.070 |
| 29 | 44.361 | 48.187 | 49.336 | 52.268 | 55.931 | 60.556 |
| 30 | 44.895 | 49.005 | 50.154 | 53.356 | 57.281 | 62.053 |
| 31 | 45.403 | 49.355 | 50.504 | 54.448 | 58.642 | 63.550 |
| 32 | 45.403 | 49.355 | 50.504 | 55.531 | 60.003 | 65.041 |
| 33 | 45.916 | 50.630 | 51.779 | 56.631 | 61.366 | 66.526 |
| 34 | 45.916 | 50.630 | 51.779 | 56.631 | 62.732 | 68.026 |
| 35 | 46.429 | 51.446 | 52.594 | 57.714 | 64.087 | 69.551 |
| 37 | 46.936 | 52.268 | 53.417 | 58.797 | 65.450 | 71.019 |
| 39 | 47.446 | 53.079 | 54.228 | 59.886 | 66.809 | 73.080 |
| 41 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 60.979 | 68.172 | 74.004 |
| 43 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 62.060 | 70.151 | 75.496 |
| 45 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 62.060 | 70.889 | 77.226 |

Au 1er octobre 1999 les baremes et les salaires reels pour les temps pleins de 21 ans ou plus qui sont employes dans les entreprises qui emploient moins de 20 personnes, sont augmentes de 500FB par mois. Les employes a temps partiel ont droit a une augmentation au pro rata de ce montant.

Au 1er octobre 2001 les baremes et les salaires reels pour les temps pleins de 21 ans ou plus qui sont employes dans les entreprises qui emploient 20 personnes ou plus sont augmentes de 500FB par mois. Les employes a temps partiel ont droit a une augmentation au pro rata de ce montant.



Article 12 - La remuneration mensuelle minimum du personnel administratif des entreprises appartenant au deuxième groupe est fixee commesuit, au 1er juin 1998 :

| Ages | 1ère catégorie F | 2ème catégorie F | Catégorie 2bis F | 3ème categoric F | 4ème catégorie F | 5ème catégorie F |
|------|---------------------|---------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 16 | 31.884 | 33.089 | | | | |
| 17 | 33.478 | 34.743 | | | | |
| 18 | 35.072 | 36.398 | | 39.038 | | |
| 19 | 36.667 | 38.052 | | 40.812 | 43.956 | |
| 20 | 38.261 | 39.707 | | 42.587 | 45.867 | |
| 21 | 39.855 | 41.361 | | 44.361 | 47.778 | |
| 22 | 40.420 | 42.252 | | 45.064 | 48.457 | |
| 23 | 40.982 | 43.160 | | 45.744 | 49.131 | 53.213 |
| 24 | 41.544 | 44.060 | | 46.826 | 49.811 | 53.902 |
| 25 | 42.107 | 44.925 | 46.074 | 47.918 | 50.490 | 54.573 |
| 26 | 42.665 | 45.744 | 46.893 | 49.005 | 51.850 | 56.072 |
| 27 | 43.236 | 46.565 | 47.714 | 50.098 | 53.213 | 57.566 |
| 28 | 43.798 | 47.377 | 48.526 | 51.186 | 54.573 | 59.070 |
| 29 | 44.361 | 48.187 | 49.336 | 52.268 | 55.931 | 60.556 |
| 30 | 44.895 | 49.005 | 50.154 | 53.356 | 57.281 | 62.053 |
| 31 | 45.403 | 49.355 | 50.504 | 54.448 | 58.642 | 63.550 |
| 32 | 45.403 | 49.355 | 50.504 | 55.531 | 60.003 | 65.041 |
| 33 | 45.916 | 50.630 | 51.779 | 56.631 | 61.366 | 66.526 |
| 34 | 45.916 | 50.630 | 51.779 | 56.631 | 62.732 | 68.026 |
| 35 | 46.429 | 51.446 | 52.594 | 57.714 | 64.087 | 69.551 |
| 37 | 46.936 | 52.268 | 53.417 | 58.797 | 65.450 | 71.019 |
| 39 | 47.446 | 53.079 | 54.228 | 59.886 | 66.809 | 73.080 |
| 41 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 60.979 | 68.172 | 74.004 |
| 43 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 62.060 | 70.151 | 75.496 |
| 45 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 62.060 | 70.889 | 77.226 |

Au 1er octobre 1999 les baremes et les salaires reels pour les temps pleins de 21 ans ou plus qui sont employes dans les entreprises qui emploient moinsde 20 personnes, sont augmentes de 500FB par mois. Les employes a temps partiel ont droit a une augmentation au pro rata de ce montant.

Au 1er octobre 2001 les baremes et les salaires reels pour les temps pleins de 21 ans ou plus qui sont employes dans les entreprises qui emploient 20 personnes ou plus sont augmentes de 500FB par mois. Les employes a temps partiel ont droit a une augmentation au pro rata de ce montant.

C. Personnel de vente

Article 13 - La remuneration mensuelle minimum du personnel de vente des entreprises appartenant au premier groupe est fixee comme suit, au 1er juin 1998 :

| Ages | 1ère catégorie F | 2ème catégorie F | 3ème catégorie F | 4ème catégorie F |
|------|---------------------|---------------------|------------------------|---------------------|
| 16 | 31.884 | 31.884 | / | / |
| 17 | 33.478 | 33.478 | / | / |
| 18 | 35.072 | 35.072 | 37.778 | 40.372 |
| 19 | 36.667 | 36.667 | 39.495 | 42.207 |
| 20 | 38.261 | 38.261 | 41.212 | 44.042 |
| 21 | 39.855 | 39.855 | 42.929 | 45.877 |
| 22 | 39.855 | 40.724 | 43.681 | 46.565 |

D. Gerants

Article 15 - La remuneration mensuelle minimum des gerants qui sont seuls preposes a la vente et qui beneficent d'un logement a charge de l'employeur au lieu de leur travail ne peut etre inferieure a 39 918 (indice de reference 102,10).

Ce montant est majore d'une commission au moins égale a 3 % de la tranche de recettes mensuelles moyennes au-delà de 274 254 F (indice de reference 102,10) au 1er juin 1998 et ce jusqu'à ce que ce montant majore atteignent 51 124 F.

Ce dernier montant constitue dans ce cas la remuneration mensuelle minimum du gerant.

Au 1er octobre 1999 la remuneration mensuelle minimum du gerant mentionnee au premier et deuxieme alinea de cet article sera augmentee de 500 F dans les entreprises qui emploient moins de 20 personnes.

Au 1er octobre 2001 la remuneration mensuelle minimum du gerant mentionnee au premier et deuxieme alinea de cet article sera augmentee de 500 F dans les entreprises qui emploient 20 personnes ou plus.

Article 16 - La remuneration mensuelle minimum des gerants qui sont seuls preposes a la vente et qui ne beneficent pas d'un logement a charge de l'employeur au lieu de leur travail ne peut etre inferieure a 51 124 F au 1er juin 1998 (indice de référence 102,10).

Au 1er octobre 1999 la remuneration mensuelle minimum du gerant mentionnee au premier alinea de cet article sera augmentee de 500 F dans les entreprises qui emploient moins de 20 personnes.

Au 1er octobre 2001 la remuneration mensuelle minimum du gerant mentionnee au premier alinea de cet article sera augmentee de 500 F dans les entreprises qui emploient 20 personnes ou plus.

Article 17 - La remuneration mensuelle minimum des gerants de magasins ou magasins a succursales occupant du personnel de vente et/ou caissiers ne peut etre inferieure a :

- 55 935 F au 1er juin 1998 (indice de reference 102,10), si le point de vente occupe un a dix membres du personnel de vente et/ou caissiers;
- 64 095 F au 1er juin 1998 (indice de reference 102,10) si le point de vente occupe onze a vingt membres du personnel de vente et/ou caissiers;
- 79 213 F au 1er juin 1998 (indice de reference 102,10) si le point de vente occupe plus de vingt membres du personnel de vente et/ou caissiers;

Au 1er octobre 1999 les remunerations mensuelles mentionnées ci-dessus seront augmentées de 500 F dans les entreprises qui emploient moins de 20 personnes.

Au 1er octobre 2001 les remunerations mensuelles mentionnées ci-dessus seront augmentées de 500 F dans les entreprises qui emploient moins de 20 personnes.

Article 18 - Pour déterminer si la remuneration du gérant atteint les montants *minimums* repris aux articles 15 a 17, il est tenu compte tant des remunerations fixes ou mobiles que des avantages en nature éventuels autres que ceux prévus a l'article 15.

E. Dispositions particulières

1. Age

Article 19 - Les augmentations qui résultent des barèmes de remunerations fixes aux articles 11, 12, 13 et 14 sont octroyées a partir du premier du mois anniversaire de l'employé.

2. Connaissance et emploi de plusieurs langues

Article 20 - Les remunerations mensuelles *minimums* fixées par la présente convention collective de travail doivent être considérées comme correspondant a l'emploi d'une seule langue.

L'exigence de la connaissance ou de l'emploi de plus d'une langue dans l'exercice d'une fonction ne justifie pas le glissement dans une catégorie supérieure lorsque la nature de la fonction elle-même n'en est pas modifiée, mais il convient d'en tenir compte dans la fixation de la remuneration.

3. Employes remunerés totalement ou partiellement a la commission

Article 21 - Les employes remunerés totalement ou partiellement a la commission peuvent prétendre chaque mois aux *minimums* des baremes de remunerations fixes dans l'un des articles 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17. Les compléments de remuneration qui doivent ainsi, éventuellement, être payés par l'employeur sont déduits d'office de la remuneration brute des mois suivants des que et dans la mesure où celle-ci excède ces *minimums*.

Ces avances ne sont plus récupérables a la clôture annuelle des comptes, ni lorsque prend fin le contrat de travail d'employé.

4. Employes entrés en service apres l'âge normal de debut

Article 22 - Le chef d'entreprise a la faculté de recruter les employes entrant en service apres l'âge normal de debut de leur catégorie au *minimum* prévu pour cet âge de debut, notamment : vingt et un ans en première et deuxième catégories, vingt-trois ans en troisième catégorie et vingt-cinq ans en quatrième et cinquième catégories. Toutefois, le *minimum* correspondant a l'âge de l'employé doit être atteint progressivement par tranches annuelles égales et au plus tard :

- un an apres l'entrée en service, si celle-ci se fait avant trente et un ans;
- deux ans apres l'entrée en service, si celle-ci se fait entre trente et un ans et trente-six ans;
- trois ans apres l'entrée en service, si celle-ci se fait apres trente-six ans.

Article 27 - Les remunerations visees a l'article 25 correspondent a l'indice de reference 102,10, pivot de la tranche de stabilisation 100,10-104,14.

Article 28 - Les remunerations visees a l'article 25 sont stabilisees par tranches de l'indice de reference, de sorte que la limite superieure ou inferieure de chaque tranche de stabilisation soit egale a l'indice-pivot multiplie ou divise par le coefficient constant 1,02.

Article 29 - Lorsque l'indice de reference atteint ou depasse la limite d'une tranche de stabilisation, cette limite devient le pivot d'une nouvelle tranche de stabilisation dont les limites sont calculees comme indique a l'article 28.

Article 30 - Lorsque la limite d'une tranche de stabilisation est atteinte ou depassée, les dernières remunerations mensuelles minimums doivent être adaptees. Cette adaptation se fait a la hausse en les multipliant par le coefficient 1,02; elle se fait a la baisse en les divisant par le coefficient 1,02.

Article 31 - Les adaptations de remunerations s'appliquent le premier jour du mois qui suit celui dont l'indice de reference donne lieu a adaptation.

Article 32 - En application des dispositions des articles 25 a 30, le tableau suivant est établi :

| Limite inferieure | Pivot | Limite superieure |
|-------------------|--------|-------------------|
| 100,10 | 102,10 | 104,14 |
| 102,10 | 104,14 | 106,22 |
| 104,14 | 106,22 | 108,34 |
| 106,22 | 108,34 | 110,51 |
| 108,34 | 110,51 | 112,72 |
| 110,51 | 112,72 | 114,97 |
| 112,72 | 114,97 | 117,27 |

Ce tableau n'est pas limitatif. Les tranches sont calculees a raison de 2 % cumules a partir du point d'index de reference 102,10.

Les arrondis des limites des tranches d'index, se font a deux decimales conformement aux regies suivantes :

- la deuxieme decimale reste inchangee, si la troisieme decimale est egale ou inferieure a 4;
- la deuxieme decimale est arrondie a l'unité superieure, si la troisieme decimale est egale ou superieure a 5.

Les remunerations mensuelles des employes sont arrondies a l'unité selon les memes regles.

Handwritten signatures and initials in the bottom right corner.

Article 33 - L'écart entre la rémunération effective et la rémunération mensuelle minimum doit subsister chaque fois que la rémunération mensuelle minimum est majorée suite aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

Article 34 - La tranche de recettes mensuelles moyennes mentionnée à l'article 15 est liée à l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions du présent chapitre.

CHAPITRE V - PRIME DE FIN D'ANNEE

A. Conditions d'octroi

Article 35 - Une prime de fin d'année est attribuée aux employés en service le 31 décembre de l'année de référence et ayant à cette même date une ancienneté de six mois au moins dans l'entreprise.

Article 36 - Lorsqu'ils quittent l'entreprise avant la date de paiement de la prime de fin d'année prévue par la présente convention collective de travail, les travailleurs ont également droit à une prime de fin d'année. Cette prime est calculée au prorata des mois prestés dans l'année de référence respective et pour autant qu'ils ont au moment de leur départ, une ancienneté d'au moins six mois dans l'entreprise.

Cette prime de fin d'année n'est pas due en cas de licenciement pour motif grave, ni dans le cas où l'employé démissionne lui-même.

B. Montant

Article 37 - Le montant de la prime de fin d'année est fixe :

1. pour les employés qui ont été occupés dans l'entreprise pendant toute l'année de référence, à 100% de la rémunération mensuelle;
2. pour les autres employés qui ont au moins six mois d'ancienneté dans l'entreprise au 31 décembre de l'année de référence, à un douzième de la prime de fin d'année précitée par mois entier d'occupation.

Article 38 - Le montant de la prime de fin d'année peut être réduit au prorata des absences qui se sont produites au cours de l'année, autres que celles résultant de l'application des dispositions légales réglementaires et conventionnelles en matière de vacances annuelles, de jours fériés, de petits chômages, de maladie professionnelle, d'accident du travail. Pour les trente premiers jours de maladie, d'accident ou de repos d'accouchement, le montant visé n'est toutefois pas réduit.

C. Mode de calcul

1. Employés dont la rémunération est fixe

Article 39 - Pour les employés dont la rémunération est fixe, la prime de fin d'année est calculée sur la rémunération brute afférente au mois de décembre de l'année concernée.

2. *Gerants et employes remuneres totalement ou partiellement a la commission*

Article 40 - Pour les gerants et les employes qui sont remuneres totalement ou partiellement a la commission, la prime de fin d'annee est calculée sur la moyenne des remunerations brutes fixes et variables payees au cours de l'année concernée.

D. Exclusions

Article 41 - Les dispositions du present chapitre ne s'appliquent pas :

1. aux entreprises qui accordent, dans le courant de l'annee concernée, un avantage au moins equivalent, quelle que soit sa denomination, soit sous forme de prime conventionnelle, soit a titre de libéralité;
2. aux entreprises réglant a leur niveau, par convention, les remunerations et autres conditions de travail des employes, pour autant que les avantages consentis par la convention d'entreprise visée soient globalement au moins equivalents aux avantages prévus par la presente convention collective de travail.

E. Date de paiement

Article 42 - Le montant de la prime de fin d'annee est exigible et doit être payé entre le 15 et le 31 décembre de chaque année au plus tard.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Article 43 - Les travailleurs occupés a temps partiel ont les memes droits que ceux occupés a temps plein au prorata de la durée du travail presté.

Article 44 - La presente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1999 et est conclue pour une durée indéterminée.

Article 45 - Elle ne peut être dénoncée que par une des parties signataires et ce moyennant un preavis de trois mois notifié par lettre recommandée a la poste, adressée au president de la Commission paritaire du commerce de detail indépendant et aux organisations signataires de la presente convention collective de travail.

Article 46 - Ce preavis prend cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il est notifié.

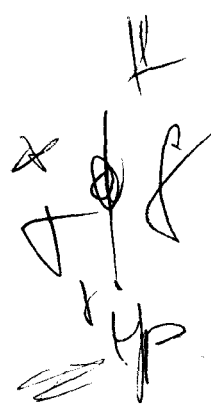
Article 47 - L'organisation qui prend l'initiative de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer simultanément des propositions constructives que les autres organisations s'engagent a discuter au sein de la Commission paritaire dans le délai d'un mois de la réception.

Article 48 - En cas de non-conclusion a l'expiration du délai de preavis, les avantages et les obligations découlant de la presente convention collective de travail continuent a avoir leurs effets envers les

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

employeurs et les employés visés à l'article 1er, jusqu'au moment de la conclusion d'une nouvelle convention collective de travail avec un maximum de douze mois, prenant cours à l'expiration du délai de préavis.

Article 49 - La convention collective de travail du 30 mai 1991 conclue au sein de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant fixant les conditions de travail et de rémunération, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 octobre 1993, rendue obligatoire par arrêté royal du 2 décembre 1993, est abrogée.

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

*

PARITAIR COMITE VOOR DE ZELFSTANDIGE KLEINHANDEL

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 6 JULI 1999 TOT
VASTSTELLING VAN DE ARBEIDS- EN LOONVOORWAARDEN**

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de bedienden van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de zelfstandige kleinhandel.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "bedienden" verstaan : de mannelijke en vrouwelijke bedienden.

HOOFDSTUK II - BEROEPENCLASSIFICATIE

A. Algemene bepalingen

Artikel 2 - De in de verschillende categorieën van de beroepenclassificatie opgenomen functies geven recht op het overeenstemmend loon in zoverre dat zij in hoofdzaak zowel voltijds als deeltijds worden uitgeoefend.

Bij de aanwerving kan er gedurende de proefperiode een stage in de onmiddellijk lagere categorie worden opgelegd aan de bedienden die geen jaar ondervinding in de functie hebben; deze bepaling is evenwel niet van toepassing op de bedienden die zijn gebonden door een arbeidsovereenkomst voor bedienden welke is gesloten voor een bepaalde tijd of voor een bepaald werk.

Het is anderzijds wenselijk dat bij de indiensttreding de uit te voeren taak wordt vastgesteld in een geschreven arbeidsovereenkomst welke door beide partijen is ondertekend. Elke verandering van functie moet er eveneens in worden opgenomen.

Artikel 3 - De functies of werkzaamheden welke zijn opgesomd in dit hoofdstuk worden enkel als voorbeeld aangehaald.

De niet vernoemde functies of werkzaamheden worden **gerangschikt** naar analogie met de opgesomde voorbeelden.

Artikel 4 - De werkgever moet de bediende schriftelijk inlichten tot welke categorie hij behoort en hem iedere categoriewijziging meedelen.

Artikel 4bis - Om de anciënniteit voor de loonschaal in de onderneming te berekenen wordt rekening gehouden met het laatste jaar binnen een leerovereenkomst in de voortdurende vorming van de middenstand en dit in dezelfde onderneming.

NEERLEGGING-DEPOT REGISTR.-ENREGISTR

12 -07- 1999

28.10 11

52844

16/201

[Handwritten signature]

[Handwritten signature]

- hoofdetalagist-decorateur;
- enz.

A. Verkooppersoneel

Artikel 6 - Het verkooppersoneel wordt als volgt gerangschikt :

§ 1 - Eerste categorie :

- beginneling-verkoper jonger dan achttien jaar;
- verkoper van achttien jaar en ouder;
- bediende belast met het aanvullen van de "rayons" in de zelf-bediening in opdracht van de werkgever, de filiaalhouder of de verkoper en die toevallig de functie van verkoper of kassier waarneemt;
- enz.,

voor zover de bediende minder dan twaalf maanden anciënniteit in de onderneming heeft.

§ 2 - Tweede categorie :

- de bediende van de eerste categorie met twaalf maanden of meer anciënniteit in de onderneming;
- verkoopadviseur van achttien jaar en ouder in de afdelingen van de zelfbediening voor zover hij twaalf maanden anciënniteit in de onderneming heeft;
- helper-etalagist;
- de handelsvertegenwoordiger gedurende zijn proefperiode;
- enz.

§ 3 - Tweede categorie bis :

De verkoper van vijftientig jaar en ouder in de ondernemingen van de tweede groep met vijfjaar anciënniteit in de onderneming en in de functies van verkoper of winkelkassier.

§ 4 - Derde categorie :

- eerste verkoper : (andere dan deze voorzien in de vierde categorie) door eerste verkoper wordt verstaan, de verkoper die de werkgever, de filiaalhouder of de afdelingschef regelmatig bijstaat in de organisatie van de verkoop door namelijk het werk van het verkooppersoneel te coördineren;
- helper-etalagist-decorateur;
- meer gekwalificeerde verkoper : onder meer gekwalificeerde verkoper moet worden verstaan de verkoper met drie jaar verkoops ervaring in de branche en in dezelfde onderneming en die tegelijkertijd aan volgende vereisten beantwoordt : de verkoper die een grondige kennis bezit van de verkooptechnieken en die artikelen verkoopt waarbij een uitgebreide verkoopargumentatie moet worden aangevoerd in een gespecialiseerde winkel of afdelingen met diensten waar de handelsactiviteit onder meer bestaat uit de verkoop van niet alledaagse artikelen zoals :
 - woon- en kantooruitrusting;
 - vrijetijdsbesteding;

- fotografie en optiek;
 - juwelierskunst, edelsmederij en juwelenmakerij;
 - huishoudelijke apparaten;
 - kunstvoorwerpen;
 - delicatessen;
 - muziekinstrumenten;
 - uurwerkmakerijen;
 - speelgoed;
 - kleding;
 - schoenen;
 - radio, T.V. en hi-fi;
 - schoonheidsproducten;
 - enz.
- de handelsvertegenwoordiger met minder dan drie jaar ervaring;
 - enz.

§ 5 - Vierde categorie :

- gekwalificeerde eerste verkoper : de gekwalificeerde eerste verkoper is de verkoper die tegelijkertijd beantwoordt aan de vereisten van de eerste verkoper en de meer gekwalificeerde verkoper;
- de handelsvertegenwoordiger met meer dan drie jaar ervaring;
- enz.

§ 6 - Vijfde categorie :

- verkoopchef, slechts in de ondernemingen uit de tweede groep.

A. Filiaalhouders

Artikel 7 - De filiaalhouder is de bediende die, zonder bestendig toezicht noch dagelijkse controle van de werkgever, de verantwoordelijkheid draagt van het dagelijks beheer van een winkel, wat tegelijkertijd inhoudt administratieve taken, organisatie van het werk, verantwoordelijkheid van de tekorten in voorraad en kas en de algemene organisatie van de verkoop (voorraad, assortiment, klanten).

Onder "bestendig toezicht" moet worden verstaan de regelmatige aanwezigheid in de verkoopplaats, van de werkgever of van een lid van het kaderpersoneel belast met bedoeld toezicht.

Artikel 8 - In een winkel waar het verkooppersoneel werkt zonder bestendig toezicht van de werkgever, van een lid van het kaderpersoneel of van een filiaalhouder, moet een van de verkopers ten minste worden geklasseerd in de derde categorie.

HOOFDSTUK III - LONEN

A. Toepassing van de loonschalen

Artikel 9 - De loonschalen van het verkoop- en administratiefpersoneel zijn afhankelijk van het totaal aantal verkooppersoneelsleden en winkelkassiers

A. Administratief personeel

Artikel 5 - Het administratief personeel wordt als volgt gerangschikt :

§ 1 - Eerste categorie :

- bediende belast met het klasement en andere kleine werkjes;
- facturist (gewoon afschrijven);
- telefonist (een enkele post);
- enz.

voor zover de bediende geen twaalf maanden ancienniteit heeft in de onderneming.

§ 2 - Tweede categorie :

- bediende van de eerste categorie met twaalf maanden of meer ancienniteit in de onderneming;
- magazijnbediende;
- "comptomēter"-bediende;
- inventarisbediende;
- facturist en verificateur;
- typist;
- winkelkassier;
- telefonist-standardist of telefonist belast met het verstrekken van technische inlichtingen;
- enz.

§ 3 - Tweede categorie bis :

De winkelkassier van vijftwintig jaar en ouder in de ondernemingen van de tweede groep met vijf jaar ancienniteit in de onderneming en in de functies van verkoper of winkelkassier.

§ 4 - Derde categorie :

- bediende voor de lonen;
- hulpboekhouder;
- bediende aan de boekhoudmachine;
- stenotypist;
- enz.

§ 5 - Vierde categorie :

- boekhouder;
- directiesecretaris;
- etalagist-decorateur;
- enz.

§ 6 - Vijfde categorie (slechts in de ondernemingen uit de tweede groep):

- aankoper verantwoordelijk voor de bevoorrading van een afdeling;
- boekhouder-kassier;



en worden als volgt bepaald :

- behoren tot de eerste groep, de ondernemingen die gedurende de laatste twaalf maanden gemiddeld een tot en met tien verkoop-personeelsleden en winkelkassiers per verkooppunt in dienst hebben alsook de ondernemingen met bijhuizen en de bedrijven van de leurhandel waarvan het totaal aantal verkooppersoneelsleden en winkelkassiers vijftien personen niet overtreft;
- behoren tot de tweede groep, de ondernemingen die gedurende de laatste twaalf maanden gemiddeld meer dan tien verkoop-personeelsleden en winkelkassiers per verkooppunt in dienst hebben alsook de ondernemingen met bijhuizen en de bedrijven van de leurhandel waarvan het totaal aantal verkoop-personeelsleden en winkelkassiers vijftien personen overtreft;
- worden niet als verkooppersoneel en/of winkelkassiers beschouwd, de leerlingen die worden tewerkgesteld met een erkende leerovereenkomst in het kader van de middenstandsopleiding alsook het personeel, tewerkgesteld in het kader van het alternerend leren.

Voor de berekening van het effectief wordt het deeltijds verkoop-personeel en/of winkelkassiers respectievelijk als een hele of een halve eenheid beschouwd naargelang in de arbeidsovereenkomst een arbeids-duur van meer of minder dan de helft van de wekelijkse arbeidsduur bedongen werd.


Artikel 10 - De minimum maandlonen voor de bedienden van 16 tot 20 jaar worden vastgesteld op basis van de volgende degressiviteitsschaal :

| | |
|---------|-------|
| 21 jaar | 100 % |
| 20 jaar | 96 % |
| 19 jaar | 92 % |
| 18 jaar | 88 % |
| 17 jaar | 84 % |
| 16 jaar | 80 % |

B. Administratief personeel

Artikel 11 - Het minimum maandloon van het administratief personeel van de ondernemingen welke tot de eerste groep behoren, wordt als volgt vastgesteld, per 1 juni 1998 :

| Leeftijden | 1e categorie fr. | 2e categorie fr. | 3e categorie fr. | 4e categorie fr. |
|------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 16 | 32.884 | 32.884 | | |
| 17 | 34.528 | 34.528 | | |
| 18 | 36.172 | 36.172 | 39.038 | |
| 19 | 37.817 | 37.817 | 40.812 | 43.527 |
| 20 | 39.461 | 39.461 | 42.587 | 45.420 |
| 21 | 41.105 | 41.105 | 44.361 | 47.312 |
| 22 | 41.105 | 41.960 | 45.064 | 47.987 |
| 23 | 41.105 | 42.849 | 45.744 | 48.668 |
| 24 | 41.105 | 43.657 | 46.760 | 49.351 |
| 25 | 41.105 | 44.480 | 47.778 | 50.025 |



| | | | | |
|----|--------|--------|--------|--------|
| 26 | 41.105 | 45.273 | 48.802 | 51.378 |
| 27 | 41.105 | 46.024 | 49.817 | 52.738 |
| 28 | 41.356 | 46.805 | 50.836 | 54.098 |
| 29 | 41.736 | 47.554 | 51.854 | 55.454 |
| 30 | 42.104 | 48.334 | 52.885 | 56.812 |
| 31 | 42.489 | 49.082 | 53.902 | 58.172 |
| 32 | 42.489 | 49.082 | 54.913 | 59.528 |
| 33 | 42.489 | 49.082 | 55.931 | 60.888 |
| 34 | 42.489 | 49.082 | 55.931 | 62.247 |
| 35 | 42.489 | 49.082 | 55.931 | 63.607 |

Op 1 oktober 1999 worden deze weddeschalen en de werkelijk betaalde lonen van de voltijdse werknemers van 21 jaar en ouder verhoogd met 500 fr. De deeltijdse bedienden hebben recht op een prorata van deze verhoging.

Artikel 12 - Het minimum maandloon van het administratief personeel van de ondernemingen welke tot de tweede groep behoren, wordt als volgt vastgesteld, per 1 juni 1998:

| Leeftijd | Categorie 1 fr. | Categorie 2 fr. | categorie 2 bis fr. | Categorie 3 fr. | Categorie 4 fr. | categorie 5 fr. |
|----------|--------------------|--------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 16 | 31.884 | 33.089 | | | | |
| 17 | 33.478 | 34.743 | | | | |
| 18 | 35.072 | 36.398 | | 39.038 | | |
| 19 | 36.667 | 38.052 | | 40.812 | 43.956 | |
| 20 | 38.261 | 39.707 | | 42.587 | 45.867 | |
| 21 | 39.855 | 41.361 | | 44.361 | 47.778 | |
| 22 | 40.420 | 42.252 | | 45.064 | 48.457 | |
| 23 | 40.982 | 43.160 | | 45.744 | 49.131 | 53.213 |
| 24 | 41.544 | 44.060 | | 46.826 | 49.811 | 53.902 |
| 25 | 42.107 | 44.925 | 46.074 | 47.918 | 50.490 | 54.573 |
| 26 | 42.665 | 45.744 | 46.893 | 49.005 | 51.850 | 56.072 |
| 27 | 43.236 | 46.565 | 47.714 | 50.098 | 53.213 | 57.566 |
| 28 | 43.798 | 47.377 | 48.526 | 51.186 | 54.573 | 59.070 |
| 29 | 44.361 | 48.187 | 49.336 | 52.268 | 55.931 | 60.556 |
| 30 | 44.895 | 49.005 | 50.154 | 53.356 | 57.281 | 62.053 |
| 31 | 45.403 | 49.355 | 50.504 | 54.448 | 58.642 | 63.550 |
| 32 | 45.403 | 49.355 | 50.504 | 55.531 | 60.003 | 65.041 |
| 33 | 45.916 | 50.630 | 51.779 | 56.631 | 61.366 | 66.526 |
| 34 | 45.916 | 50.630 | 51.779 | 56.631 | 62.732 | 68.026 |
| 35 | 46.429 | 51.446 | 52.594 | 57.714 | 64.087 | 69.551 |
| 37 | 46.936 | 52.268 | 53.417 | 58.797 | 65.450 | 71.019 |
| 39 | 47.446 | 53.079 | 54.228 | 59.886 | 66.809 | 73.080 |
| 41 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 60.979 | 68.172 | 74.004 |
| 43 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 62.060 | 70.151 | 75.496 |
| 45 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 62.060 | 70.889 | 77.226 |

Op 1 oktober 1999 worden deze weddeschalen en de werkelijk betaalde lonen van de voltijdse werknemers van 21 jaar en ouder, tewerkgesteld in ondernemingen die minder dan twintig personen tewerkstellen, verhoogd met 500 fr. De deeltijdse bedienden van deze ondernemingen hebben recht op een prorata van deze verhoging.

Op 1 oktober 2001 worden deze weddeschalen en de werkelijk betaalde lonen van de voltijdse werknemers van 21 jaar en ouder, tewerkgesteld in ondernemingen die twintig of meer personen tewerkstellen, verhoogd met 500 fr. De deeltijdse bedienden van deze ondernemingen hebben recht op een prorata van deze verhoging.

C. Verkoop personeel

Artikel 13 - Het minimum maandloon van het verkoop personeel van de ondernemingen welke tot de eerste groep behoren, wordt als volgt vastgesteld, per 1 juni 1998 :

| Leeftijd | Categorie 1 | categorie 2 | Categorie 3 | Categorie 4 |
|----------|-------------------|-------------|-------------|-------------|
| | I | II | III | IV |
| 16 | 31.884 | 31.884 | / | / |
| 17 | 33.478 | 33.478 | / | / |
| 18 | 35.072 | 35.072 | 37.778 | 40.372 |
| 19 | 36.667 | 36.667 | 39.495 | 42.207 |
| 20 | 38.261 | 38.261 | 41.212 | 44.042 |
| 21 | 39.855 | 39.855 | 42.929 | 45.877 |
| 22 | 39.855 | 40.724 | 43.681 | 46.565 |
| 23 | 39.855 | 41.544 | 44.430 | 47.244 |
| 24 | 39.855 | 42.416 | 45.470 | 47.918 |
| 25 | 39.855 | 43.236 | 46.490 | 48.598 |
| 26 | 39.855 | 44.099 | 47.510 | 49.961 |
| 27 | 39.855 | 44.895 | 48.544 | 51.315 |
| 28 | 40.161 | 45.679 | 49.547 | 52.676 |
| 29 | 40.532 | 46.429 | 50.563 | 54.035 |
| 30 | 40.912 | 47.196 | 51.596 | 55.394 |
| 31 | 41.283 | 47.959 | 52.606 | 56.759 |
| 32 | 41.283 | 47.959 | 53.633 | 58.110 |
| 33 | 41.283 | 47.959 | 54.645 | 59.478 |
| 34 | 41.283 | 47.959 | 54.645 | 60.824 |
| 35 | 41.283 | 47.959 | 54.645 | 62.189 |

Op 1 oktober 1999 worden deze weddeschalen en de werkelijk betaalde lonen van de voltijdse werknemers van 21 jaar en ouder verhoogd met 500 fr. De deeltijdse bedienden hebben recht op een prorata van deze verhoging.

Artikel 14 - Het minimum maandloon van het verkoop personeel van de ondernemingen welke tot de tweede groep behoren, wordt als volgt vastgesteld, per 1 juni 1998 :

| Leeftijd | Categorie 1 | Categorie 2 | categorie 2 bis | Categorie 3 | categorie 4 | categorie 5 |
|----------|-------------|-------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|
| | I | 2 | 2 bis | 3 | 4 | 5 |
| 16 | fr. 31.884 | fr. 33.089 | fr. | fr. | fr. | fr. |
| 17 | 33.478 | 34.743 | | | | |
| 18 | 35.072 | 36.398 | | 39.038 | | |
| 19 | 36.667 | 38.052 | | 40.812 | 43.956 | |
| 20 | 38.261 | 39.707 | | 42.587 | 45.867 | |
| 21 | 39.855 | 41.361 | | 44.361 | 47.778 | |
| 22 | 40.420 | 42.252 | | 45.064 | 48.457 | |
| 23 | 40.982 | 43.160 | | 45.744 | 49.131 | 53.213 |
| 24 | 41.544 | 44.060 | | 46.826 | 49.811 | 53.902 |
| 25 | 42.107 | 44.925 | 46.074 | 47.918 | 50.490 | 54.573 |
| 26 | 42.665 | 45.744 | 46.893 | 49.005 | 51.850 | 56.072 |
| 27 | 43.236 | 46.565 | 47.714 | 50.098 | 53.213 | 57.566 |

| | | | | | | |
|----|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 28 | 43.798 | 47.377 | 48.526 | 51.186 | 54.573 | 59.070 |
| 29 | 44.361 | 48.187 | 49.336 | 52.268 | 55.931 | 60.556 |
| 30 | 44.895 | 49.005 | 50.154 | 53.356 | 57.281 | 62.053 |
| 31 | 45.403 | 49.355 | 50.504 | 54.448 | 58.642 | 63.550 |
| 32 | 45.403 | 49.355 | 50.504 | 55.531 | 60.003 | 65.041 |
| 33 | 45.916 | 50.630 | 51.779 | 56.631 | 61.366 | 66.526 |
| 34 | 45.916 | 50.630 | 51.779 | 56.631 | 62.732 | 68.026 |
| 35 | 46.429 | 51.446 | 52.594 | 57.714 | 64.087 | 69.551 |
| 37 | 46.936 | 52.268 | 53.417 | 58.797 | 65.450 | 71.019 |
| 39 | 47.446 | 53.079 | 54.228 | 59.886 | 66.809 | 73.080 |
| 41 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 60.979 | 68.172 | 74.004 |
| 43 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 62.060 | 70.151 | 75.496 |
| 45 | 47.959 | 53.902 | 55.050 | 62.060 | 70.889 | 77.226 |

Op 1 oktober 1999 worden deze weddeschalen en de werkelijk betaalde lonen van de voltijdse werknemers van 21 jaar en ouder, tewerkgesteld in ondernemingen die minder dan twintig personen tewerkstellen verhoogd met 500 fr. De deeltijdse bedienden van deze ondernemingen hebben recht op een prorata van deze verhoging.

Op 1 oktober 2001 worden deze weddeschalen en de werkelijk betaalde lonen van de Voltijdse werknemers van 21 jaar en ouder, tewerkgesteld in ondernemingen die twintig of meer personen tewerkstellen verhoogd met 500 fr. De deeltijdse bedienden van deze ondernemingen hebben recht op een prorata van deze verhoging.

D. Filiaalhouders

Artikel 15 - Het minimum maandloon van de filiaalhouders die alleen voor de verkoop instaan en bij hun werkplaats een woonst genieten ten laste van de werkgever, mag niet lager zijn dan 39 918 fr. op 1 juni 1998 (referte-indexcijfer 102,10).

Dit bedrag wordt verhoogd met een commissieloon dat ten minste 3 % bedraagt van de schijf van het gemiddeld maandelijks omzetcijfer hoger dan 274 254 fr. (index 102,10) op 1 juni 1998 en dit tot dit verhoogde bedrag 51 124 fr. bereikt.

Dit laatste bedrag vertegenwoordigt in dat geval het minimum maandloon van de filiaalhouder.

Het minimummaandloon van de filiaalhouders vermeld in de eerste en de tweede alinea van dit artikel verhoogd met 500 fr:

- op 1 oktober 1999 voor de ondernemingen die minder dan 20 personeelsleden tewerkstellen;
- op 1 oktober 2001 voor de ondernemingen die 20 of meer personen tewerkstellen;

Artikel 16 - Het minimummaandloon van de filiaalhouders die alleen voor de verkoop instaan en bij hun werkplaats geen woonst genieten ten laste van de werkgever, mag niet lager zijn dan 51 124 fr. per 1 juni 1998 (referte-indexcijfer 102,10).

3. *Bedienden die volledig of gedeeltelijk met commissielonen worden beloond*

Artikel 21 - De volledig of gedeeltelijk met commissieloon beloonde bedienden kunnen elke maand aanspraak maken op de minimum-loonschalen welke zijn vastgesteld bij een van de artikelen 11, 12, 13, 14, 15, 16 en 17. De loonaanvullingen, welke hierdoor, eventueel, door de werkgever moeten worden betaald kunnen ambtshalve van het brutoloon van de volgende maanden worden afgehouden zodra en in de mate dat dit laatste deze minima overschrijdt.

Deze voorschotten zijn niet meer terugvorderbaar na het afsluiten van de jaarlijkse rekeningen, noch bij het einde van de arbeidsovereenkomst voor bedienden.

4. *Bedienden die in dienst treden na de normale aanvangsleeftijd*

Artikel 22 - Het ondernemingshoofd mag de bedienden, die in dienst treden na de normale aanvangsleeftijd van hun categorie, aanwerven tegen het minimumloon dat voor deze aanvangsleeftijd is voorzien, namelijk : eenentwintig jaar in de eerste en de tweede categorie, drieëntwintig jaar in de derde categorie en vijfentwintig jaar in de vierde en de vijfde categorie. Het minimumloon dat met de leeftijd van de bedienden overeenstemt moet evenwel geleidelijk worden bereikt met jaarlijkse gelijke schijven en dit uiterlijk :

- een jaar na de indiensttreding, indien deze gebeurt voor eenendertig jaar;
- twee jaar na de indiensttreding, indien deze gebeurt tussen eenendertig en zesendertig jaar;
- drie jaar na de indiensttreding, indien deze gebeurt na zesendertig jaar.

Het is wenselijk dat deze modaliteiten nauwkeurig in de schriftelijke overeenkomst worden omschreven.

5. *Overloon voor de arbeidsprestaties na negentien uur*

Artikel 23 - In de ondernemingen welke meer dan dertig personen tewerkstellen wordt, voor de duur van de arbeid welke wordt verricht na negentien uur, aan de bedienden een vergoeding toegekend welke met 25 % het gewoon loon overschrijdt.

Voor de berekening van het effectief wordt het deeltijds bediende-personeel als een hele, respectievelijk een halve eenheid beschouwd naargelang in de arbeidsovereenkomst een arbeidsduur van respectievelijk meer of minder dan de helft van de wekelijkse arbeidsduur bedongen werd.

HOOFDSTUK IIIBIS - EENMALIGE PREMIE

Artikel 24 - Op 1 juli 1999 wordt een eenmalige premie van 6 000 Fr. toegekend aan de voltijdse werknemers behorende tot de groep 2.

Deze premie wordt betaald aan de werknemers die tijdens de maand van betaling verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst met hun werkgever, prorata de effectieve en gelijkgestelde prestaties. Als referentieperiode geldt

evenwel de periode van 12 maanden voorafgaand aan de betaling.

HOOFDSTUK IV - KOPPELING VAN DE LONEN AAN HET INDEXCIJFER VAN DE CONSUMPTIEPRIJZEN

Artikel 25 - De bij hoofdstuk III vastgestelde minimum maandlonen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijsz maandenlijks door het ministerie van Economische zaken vastgesteld en in het Belgisch staatsblad bekendgemaakt.

Artikel 26 - Elke maand wordt bij de bekendmaking van het indexcijfer van de consumptieprijsz een referte-indexcijfer vastgesteld, dat gelijk is aan het rekenkundig gemiddelde van de indexcijfers van de jongste twee maanden.

Artikel 27 - De in artikel 25 bedoelde lonen stemmen overeen met het referte-indexcijfer 102,10, spil van de stabilisatieschijf 100,10 - 104,14.

Artikel 28 - De in artikel 25 bedoelde lonen worden gestabiliseerd per schijven van het referte-indexcijfer, zodanig dat de hoogste of laagste grens van elke stabilisatieschijf gelijk is aan het spilindexcijfer vermenigvuldigd met of gedeeld door de constante coëfficiënt 1,02.

Artikel 29 - Indien het referte-indexcijfer de grens van een stabilisatie-schijf bereikt of overschrijdt, wordt deze grens de spil van een nieuwe stabilisatieschijf waarvan de grenzen worden berekend zoals in artikel 28 is aangegeven.

Artikel 30 - Wanneer de grens van een stabilisatieschijf wordt bereikt of overschreden moeten de laatste minimum maandlonen worden aangepast. Deze aanpassing geschiedt bij stijging door ze te vermenigvuldigen met de coëfficiënt 1,02; bij daling, door ze te delen door de coëfficiënt 1,02.

Artikel 31 - De loonaanpassingen treden in werking de eerste dag van de maand welke volgt op deze waarvan het referte-indexcijfer tot aanpassing aanleiding geeft.

Artikel 32 - Bij toepassing van de bepalingen van de artikelen 25 tot en met 30, wordt de volgende tabel opgemaakt :

| Laagste grens | Spil | Hoogste grens |
|---------------|--------|---------------|
| 100,10 | 102,10 | 104,14 |
| 102,10 | 104,14 | 106,22 |
| 104,14 | 106,22 | 108,34 |
| 106,22 | 108,34 | 110,51 |
| 108,34 | 110,51 | 112,72 |
| 110,51 | 112,72 | 114,97 |
| 112,72 | 114,97 | 117,27 |

Deze tabel is niet beperkend. Deze schijven zijn berekend naar rato van 2 % gecumuleerd vanuit het referte-indexpunt 102,10.

Het rekenkundig gemiddelde en de grenzen van de indexschijven worden afgerond tot op twee decimalen, met inachtneming van navolgende regels :

- het tweede decimaal blijft ongewijzigd, wanneer het derde decimaal gelijk is aan of lager dan 4;

Het minimummaandloon van de filiaalhouders vermeld in de eerste alinea van dit artikel verhoogd met 500 fr.:

- op 1 oktober 1999 voor de ondernemingen die minder dan 20 personeelsleden tewerkstellen;
- op 1 oktober 2001 voor de ondernemingen die 20 of meer personen tewerkstellen;

Artikel 17 - Het minimum maandloon van de filiaalhouders van winkels of filialen die verkooppersoneel en/of winkelkassiers tewerkstellen mag niet lager zijn dan :

- 55 935 fr. per 1 juni 1998 (referte-indexcijfer 102.10), indien in de verkoopplaats een tot en met tien verkooppersoneelsleden en/of winkelkassiers zijn tewerkgesteld;
- 64 095 fr. per 1 juni 1998 (referte-indexcijfer 102,10) indien in de verkoopplaats van elf tot en met twintig verkooppersoneelsleden en/of winkelkassiers zijn tewerkgesteld;
- 79 213 fr. per 1 juni 1998 (referte-indexcijfer 102,10) indien in de verkoopplaats meer dan twintig verkooppersoneelsleden en/of winkelkassiers zijn tewerkgesteld.

De hierboven vermelde minimummaandlonen worden verhoogd met 500 fr.:

- op 1 oktober 1999 voor de ondernemingen die minder dan 20 personeelsleden tewerkstellen;
- op 1 oktober 2001 voor de ondernemingen die 20 of meer personen tewerkstellen;

Artikel 18 - Ten einde vast te stellen of het loon van de filiaalhouder de in de artikelen 15 tot en met 17 vastgestelde minimumbedragen bereikt, wordt er rekening gehouden zowel met het vast en veranderlijk loon als met de eventueel andere voordelen in natura dan die voorzien in artikel 15.

E. Bijzondere bepalingen

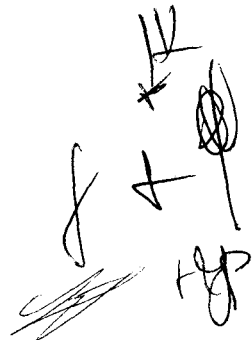
1. *Leeftijd*

Artikel 19 - De verhogingen welke voortspruiten uit de loonschalen welke zijn vastgesteld bij de artikelen 11, 12, 13 en 14 worden toegekend de eerste van de maand waarin de bediende verjaart.

2. *Kennis en gebruik van meerdere talen*

Artikel 20 - De bij deze collectieve arbeidsovereenkomst vastgestelde minimum maandlonen moeten worden beschouwd als overeenstemmend met het gebruik van een enkele taal.

De vereiste van de kennis of het gebruik in de uitoefening van een functie van meer dan een taal, rechtvaardigt niet de overgang naar een hogere categorie als de aard van de functie zelf niet door wordt gewijzigd, maar het past ermee rekening te houden bij het vaststellen van het loon.



- #
- het tweede decimaal wordt afgerond naar de naasthogere eenheid, wanneer de derde decimaal gelijk is aan of hoger is dan 5.

De maandlonen van de bedienden worden afgerond op de frank eenheid volgens dezelfde regels.

Artikel 33 - Het verschil dat er bestaat tussen het werkelijk loon en het minimum maandloon moet worden behouden telkens als het minimum maandloon wordt verhoogd ingevolge de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Artikel 34 - De in artikel 15 vermelde schijf van het gemiddelde maandelijks omzetcijfer is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK V - EINDEJAARSPREMIE

A. Toekenningsvoorwaarden

Artikel 35 - Een eindejaarspremie wordt toegekend aan de bedienden die in dienst zijn op 31 december van het referentejaar en op diezelfde datum ten minste zes maanden ancienniteit hebben in de onderneming.

Artikel 36 - Ingeval zij het bedrijf verlaten voor de datum van de uitbetaling van de eindejaarspremie voorzien in deze collectieve arbeidsovereenkomst, hebben de werknemers eveneens recht op een eindejaarspremie. Deze premie wordt berekend pro rata de tewerkgestelde maanden in het respectievelijke referentiejaar en voor zover zij op het moment van hun vertrek een ancienniteit van ten minste zes maanden in de onderneming hebben.

De eindejaarspremie is niet verschuldigd in geval van ontslag om dringende redenen en evenmin indien de werknemer zelf ontslag neemt.

B. Bedrag

Artikel 37 - Het bedrag van de eindejaarspremie is vastgesteld :

1. voor de bedienden die gedurende het ganse referentejaar in de onderneming tewerkgesteld zijn geweest op 100% van het maandloon;
2. voor de andere bedienden die op 31 december van het referentejaar ten minste zes maanden ancienniteit in de onderneming hebben op een twaalfde van de voormelde eindejaarspremie per volledige maand tewerkstelling.

Artikel 38 - Het bedrag van de eindejaarspremie mag worden herleid ten belope van de afwezigheden in de loop van het jaar welke niet voortspruiten uit de toepassing van de wettelijke, reglementaire en conventionele bepalingen inzake jaarlijkse vakantie, wettelijke feestdagen, kort verzuim, beroepsziekte, arbeidsongeval. Voor de eerste dertig dagen afwezigheid wegens ziekte, ongeval of bevallingsrust, wordt bedoeld bedrag evenwel niet herleid.

C. Berekeningswijze

1. *Bedienden waarvan het loon vast is*

Artikel 39 - Voor de bedienden waarvan het loon vast is, wordt de



#

eindejaarspremie berekend op het brutoloon voor de maand december van het betrokken jaar.

2. Filiaalhouders en bedienden die volledig of gedeeltelijk met commissieloon zijn beloond

Artikel 40 - Voor de filiaalhouders en de bedienden die volledig of gedeeltelijk met commissieloon worden beloond, wordt de eindejaarspremie berekend op het maandelijks gemiddelde van de vaste en veranderlijke brutolonen welke werden betaald gedurende het betrokken jaar.

D. Uitsluitingen

Artikel 41 - De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing :

1. Op de ondernemingen welke in de loop van het betrokken jaar ten minste een evenwaardig voordeel toekennen, onder welke benaming ook, hetzij onder de vorm van een conventionele premie, hetzij bij wijze van gift;
2. Op de ondernemingen welke op hun niveau bij overeenkomst de lonen en andere arbeidsvoorwaarden van hun bedienden regelen, voor zover de bij bedoelde ondernemingsovereenkomst toegekende voordelen samen genomen ten minste gelijk zijn aan de voordelen voorzien in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

E. Betalingsdatum

Artikel 42 - Het bedrag van de eindejaarspremie is eisbaar en moet worden uitgekeerd ten laatste tussen 15 en 31 december van ieder jaar.

HOOFDSTUK VI - SLOTBEPALINGEN

Artikel 43 - De werknemers met een deeltijdse betrekking hebben dezelfde rechten als de voltijdse tewerkgestelden, pro rata de gepresteerde arbeidstijd.

Artikel 44 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1999 en is gesloten voor een onbepaalde tijd.

Artikel 45 - Zij mag slechts worden opgezegd door een van de ondertekenende partijen en zulks mits een opzegging van drie maanden betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair subcomité voor de middelgrote levensmiddelenbedrijven en aan de ondertekenende organisaties van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 46 - Deze opzegging neemt een aanvang op de eerste dag van de maand welke volgt op deze waarin zij wordt betekend.

Artikel 47 - De organisatie welke het initiatief neemt van de opzegging moet de redenen ervan opgeven en gelijktijdig opbouwende voorstellen neerleggen welke door de andere organisaties in het Paritair comité moeten worden besproken binnen een termijn van een maand na hun ontvangst.

Artikel 48 - Bij ontstentenis van een akkoord voor het verstrijken van de opzeggingstermijn, blijven de voordelen en verplichtingen welke voortvloeien uit deze collectieve arbeidsovereenkomst hun uitwerking

#

hebben ten overstaan van de werkgevers en bedienden die zijn bedoeld in artikel 1, tot op het ogenblik dat een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst met een maximum termijn van twaalf maanden, te rekenen vanaf het verstrijken van de opzeggingstermijn, wordt gesloten.

Artikel 49 - De collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 1991 tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden (Koninklijk besluit van 12 oktober 1993 - Belgisch staatsblad van 2 december 1993) wordt opgeheven.

#

